



Syndicat National **Force Ouvrière**  
des Finances Publiques

Section de l'Orne

Secrétaire départemental: Olivier GAUDRON  
BDV ALENCON 06.46.11.28.93

Secrétaire départemental adjoint : Thierry DELAUNE TRESORERIE  
L'AIGLE 02.33.24.33.24

*N'oublions jamais de tendre la main à celui qui est à côté de nous*

Première Organisation Syndicale dans l'Orne

Alençon, le 9 juin 2015

## **F.O.-DGFIP 61**

**Ctl du 02 juin 2015**

Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques,

La section FODGFIP 61 vous souhaite la bienvenue dans vos nouvelles fonctions et nous souhaitons vous entretenir sur divers points maintes fois évoqués tant en national qu'en local, entendu peut être mais restés sans solution à ce jour.

Il nous tarde de savoir votre position relative à l'humain, la considération des agents, la reconnaissance de leurs efforts continuels d'adaptation, les mesures que vous comptez prendre pour pallier au sous effectif récurrent dans certains trésoreries, SIP, SIE afin que les missions soient effectuées dans les meilleures conditions possibles.

Nous constatons, mais vous le constatez aussi lors de vos visites des services, car vous allez à la rencontre des agents de votre département, une souffrance, une lassitude voir un dégoût. Il faut comprendre que maints et maints efforts ont été entrepris, tant d'adaptations aux nouvelles structures imposées (l'ORNE a toujours été à la pointe des expérimentations avec certains bénéfices soit, quoique nous les cherchons souvent, mais aussi beaucoup de contraintes et d'incertitudes), que de remises en question continuelle sur la manière de travailler et la compétence devant tant de sollicitations et d'exigences.

La conscience professionnelle, l'envie que « ça tourne » ont été souvent, très souvent les moteurs de la réussite statistique au détriment de la santé tant physique que mentale.

Le «Burn out» n'est il pas en projet d'être considéré comme une maladie professionnelle aujourd'hui.

Le tableau de veille sociale, bonne initiative à l'origine, relevait d'une bonne intention. Cet outil aurait en effet pu permettre à partir des observations faites sur l'état de santé de notre réseau et des agents d'apporter des correctifs et faire en sorte d'améliorer les conditions de vie au travail.

Au lieu de cela il sert à justifier là où cela ne va pas, les restructurations et les suppressions de services : **ou comment faire d'un protocole d'alerte, une arme de destruction massive.**

Sinon tout va bien, les statistiques sont bonnes, les agents travaillent bien, voir très bien. Mais ils attendent une juste récompense de leurs efforts pour que la « boutique tourne »

Or cette année, les crédits affectés au budget départemental de l'ORNE subissent une baisse de 1809042 € à 1506118 € soit environ 17%. Si l'on regarde le tableau des dépenses payées en 2014, et les

prévisions pour 2015, si nous constatons une baisse des postes et un déficit programmé de 190981 €, fort inquiétant mais nous en reparlerons.

Rappelons que depuis sa création, la DGFIP aura perdu 13 354 emplois et les services doivent fonctionner en plus avec des budgets en baisse constante. Les agents de la DGFIP ne comprennent pas que d'un côté l'État employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leur mission de service public, alors que d'un autre côté l'efficacité de la dépense publique s'agissant du CICE n'est ni contrôlée ni même évaluée.

Dans le même temps, les personnels subissent pour la 5e année consécutive le gel de leur traitement et la diminution de 50 % des possibilités de promotions, preuve que leurs efforts ne sont pas justement reconnus.

Pour **FO DGFIP**, il ne suffit pas de déclarer que les succès de la DGFIP reviennent aux agents, mais encore faut-il que l'Administration puisse leur donner des perspectives de déroulement de carrière et de promotion sociale, ce qui actuellement apparaît comme étant de plus en plus compromis pour la plupart d'entre eux.

Dans un tel contexte, l'application en 2015 de nouvelles suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires qui aboutiront inmanquablement à amplifier encore la dégradation des conditions de travail, est absolument intolérable.

FO DGFIP ne peut que dénoncer les solutions imaginées par l'Administration pour tenter d'endiguer ce phénomène et qui consistent notamment à multiplier les fermetures des petites unités pour préfigurer le réseau de demain dans le cadre d'un maillage territorial resserré.

Quelle est votre position sur ce point, laissez-vous détruire le réseau, oubliant la proximité envers les usagers, cheval de bataille de la Direction Générale dans un passé récent mais semblant si lointain aujourd'hui, comme sera bientôt détruite la Brigade Départementale de Vérifications de l'ORNE.

Pour la petite histoire, l'arrivée d'un ancien directeur du contrôle fiscal en DIRCOFI dans le seul ou un des seuls départements, privé de Brigade Départementale de Vérification, pourrait faire sourire.

Il n'en est rien.

N'y voyez pas la défense coûte que coûte d'un service et une attitude égoïste de sauver une unité, pourquoi celle-ci et pas une autre, nous direz-vous ?

Non, tout simplement parce que l'impact est pluriel, pérennité des services de recouvrement dans l'ORNE, du Pôle de Contrôle et d'Expertise, des services directionnels de Contrôle Fiscal, programmation, visa, contentieux, que deviendront les petits dossiers et l'égalité de chaque citoyen devant l'impôt et enfin pérennité tout simplement du département. Les futures suppressions d'emploi seront ainsi faciles dans un avenir proche. On supprime certains services et les autres meurent de leur mort naturelle.

Dans le vaste programme de lutte contre la Fraude Fiscale, l'ORNE, dont la ruralité attire les expérimentateurs, fait figure de petit département à faible enjeu, qui sera peut-être sans enjeu dans un futur proche, avec les régionalisations que l'on entend ici et là, fragilisant l'existence dans notre département des services de la formation professionnelle, du contentieux, de la gestion des Ressources Humaines

Nous constatons la suppression sournoise et lente du réseau. On supprime une trésorerie puis une autre, on transfère la compétence « hôpital » vers d'autres sites, fragilisant la pérennité des postes avec un personnel amoindri, plus en capacité de fonctionner : accueil du public, congés, arrêt de travail et tout naturellement, ce sont ces agents, qui n'ont rien demandé et qui faisaient preuve d'une conscience professionnelle à toute épreuve, qui demanderont eux-mêmes la fermeture du poste.

Autres solutions imaginées par l'Administration pour concilier les missions et les suppressions d'emplois, qui en menacent l'exercice normal : la déclinaison départementale de la note de cadrage nationale visant à diminuer l'amplitude de l'ouverture au public des postes comptables lorsque l'accueil physique était prôné comme un des enjeux majeur de la fusion, force est de constater que de suppressions d'emplois en

suppressions d'emplois, cet accueil du public est devenu de plus en plus ingérable dans l'ensemble du réseau, situation intenable qui a conduit bon nombre de Directions à aménager des baisses d'horaires d'ouverture à la demande des chefs d'unités et de leurs agents.

**FO DGFIP** est parfaitement conscient des difficultés que rencontrent nos collègues sur le terrain et la dégradation des conditions de travail qu'elles entraînent, mais il est clair que la stratégie de l'Administration aboutira naturellement à la disparition totale du réseau rural.

FO DGFIP réaffirme ici sa revendication de mise en place d'un véritable outil de recensement des tâches exercées par les agents de la DGFIP, outil qui permettrait d'évaluer de façon objective les véritables besoins des services pour l'accomplissement normal des missions de la DGFIP qui toutes ont une utilité sociale et économique.

Aujourd'hui, renaît de ses cendres, le projet de la « retenue à la source », nouvel outil de destruction d'emploi déguisé, quoi que le déguisement est un peu éphémère.

**FODGFIP condamne** ce projet par ce qu'il est fallacieux. Il n'a pour but véritable que d'accélérer la réduction des Finances Publiques, saborder les services publics et mettre les salariés en position de dépendance totale auprès de leur employeur. Mais sous y reviendrons de manière plus précise prochainement.

En conclusion, nous rappellerons aussi que pour **Force Ouvrière** le service public de proximité est un fondement de la République, nous condamnons de manière forte et définitive, les suppressions d'emplois, génératrices de souffrance au travail et de stress psychologique particulièrement important.

Pour **FO** Il n'y a pas de République sans service public et Il n'y a pas de service public sans agent du service public !

Pour le syndicat FODGFIP 61

Olivier GAUDRON

Thierry DELAUNE

Céline ROBIN

Stéphane GUILBERT